

Osez le Féminisme!

<http://www.osezlefeminisme.fr> - n°6 - mars 2010

Edito

MATERNITE : UNE AFFAIRE POLITIQUE

Non merci, pas de roses pour ces dames ! En ce centième anniversaire du 8 mars, journée internationale des luttes des femmes pour leurs droits et non journée de LA femme, nous étions plusieurs milliers dans la rue à rappeler que l'égalité femmes - hommes n'est pas acquise. Au lendemain de cette journée, certains aimeraient nous voir ranger nos banderoles jusqu'à l'année prochaine. Eh bien non ! Les débats récents - et nouveaux - dans les médias autour du féminisme montrent que si le sujet intéresse, il reste beaucoup d'idées reçues à démonter et beaucoup de droits à faire respecter. Dans la lignée du dernier ouvrage d'Elisabeth Badinter, nous avons choisi ce mois-ci de nous intéresser à la

maternité. L'ère de la culpabilisation des mères, de l'enfermement dans un rôle maternel traditionnel semblait en passe d'être révolue. Pourtant, l'idée que les femmes seraient les mieux placées pour nourrir et élever les enfants a de nouveau le vent en poupe. Et c'est en s'appuyant sur un soi-disant déterminisme naturel que l'autonomie, notamment économique, des femmes est peu à peu détricotée. En gardant les enfants : point de salaire décent ni de cotisation pour la retraite. En gardant un travail : un impératif absolu de réussir à « concilier » vie professionnelle et familiale au prix de rythmes souvent épuisants. Et si c'était plutôt à la société de s'adapter pour permettre aux parents d'assumer à parts égales leurs responsabilités et non aux femmes de jongler ? Au lieu de maternité, on pourrait alors enfin parler de parentalité.

Agenda

Retrouvez sur le site d'Osez le féminisme **l'agenda féministe complet** (rencontres, manifestations, débats, réunions d'OLF)

>> « Je suis une femme, pourquoi pas vous ? »

Dans le cadre des 40 ans du MLF, rencontre avec Martine Storti pour son recueil d'articles "Je suis une femme, pourquoi pas vous ? : 1974-1979, quand je racontais le mouvement des femmes dans Libération"

Mercredi 31 mars à 19h

À la librairie Violette and Co, 102 rue de Charonne 75011 Paris

>> Prochaine réunion d'OLF

Pour préparer le prochain numéro du journal, organiser nos actions militantes et tout simplement échanger sur les droits des femmes et le féminisme :

Mercredi 7 avril à 19H30

Au Mouvement Français pour le Planning Familial - 4, square St Irénée, Paris 11e - Métro St Ambroise

<http://www.catherinebeaunez.net/>



Qui sommes nous ?

Parce que nous considérons que l'émancipation de toutes et tous passe par l'égalité, nous nous rassemblons, femmes et hommes, militantes et militants aux expériences diverses, pour prendre part au combat féministe. Violences, discriminations, dominations, oppressions, nous en avons assez. Nous affirmons les valeurs universelles portées par le féminisme, combat progressiste pour l'égalité et la laïcité.

Contacts

contact@osezlefeminisme.fr - www.osezlefeminisme.fr - Retrouvez-nous sur Facebook : <http://www.facebook.com/home.php#/pages/Osez-le-feminisme-/104412054509?ref=ts>

Inde : des avancées pour les femmes !



Alors que les femmes ne représentent que 10% des parlementaires indiens, le 9 mars 2010, les députés ont adopté à une large majorité une loi réservant un tiers des sièges aux femmes, non sans incidents lors de la séance. Cette loi vise à s'attaquer aux nombreuses discriminations dont sont victimes les femmes. Une avancée, en attendant la parité, dans un pays où, selon un rapport récent du Programme des Nations Unies pour le Développement, 45 millions de femmes indiennes auraient disparu, mortes de traitements discriminatoires notamment en matière de soins ou de nutrition...

Hédia Aït-Kaci

Pour en savoir plus : <http://content.undp.org/>

1910 : des femmes candidates aux législatives

En avril 1910, alors que les femmes n'ont pas encore le droit de vote, une vingtaine de courageuses brave l'interdit et se présente aux élections législatives. Parmi elles, Madeleine Pelletier, première femme psychiatre interne des hôpitaux de Paris, est candidate à Montmartre. Bien sûr, ces candidatures sont déclarées irrecevables. Cette action leur permet néanmoins de porter leurs revendications sur la scène publique : partage de l'autorité parentale, suppression de l'incapacité juridique de la femme mariée, même éducation et application du slogan « à travail égal, salaire égal ».

Cécile Aktouf



Programmeuse informatique en 1850

Ada Lovelace (1815-1852) est la première femme programmeuse informatique. Issue d'un mariage bref entre Annabella Milbanke et le poète Lord Byron, elle est à l'origine du langage de la machine de Babbage, ancêtre de nos ordinateurs actuels. Sa mère, persuadée qu'Ada détenait le génie de Byron, la poussa à étudier les mathématiques. Scientifique douée, elle fut pourtant contrainte, sous la pression de son entourage, à se consacrer à ses enfants. Elle tenta malgré tout de se consacrer le plus possible à ses recherches et mourut à 38 ans d'un cancer.

Séverine Hettinger

http://fr.wikipedia.org/wiki/Ada_Lovelace



« Le féminisme, c'est contre les hommes »

C'est bien connu, la féministe est castratrice. On murmure qu'elle serait équipée d'un « vagina dentata », nom latin désignant le vagin denté. Le mythe de la femme pouvant trancher le pénis d'un homme est présent dans quasiment toutes les civilisations et symbolise la peur inconsciente des hommes que les femmes prennent le pouvoir.

Depuis ses origines, le mouvement de libération des femmes s'est toujours vu opposer une éternelle rengaine : le féminisme serait le machisme à l'envers. Prêtons-nous au jeu et rêvons d'un monde dominé par les femmes : les hommes y seraient cantonnés à la sphère privée, occupés à plein temps par les tâches domestiques ; l'Assemblée nationale serait composée de 81,5% de femmes. Avez-vous déjà entendu une féministe formuler de tels vœux ? Non, pour la simple raison qu'il n'y en a jamais eu.

Face à la réalité cruelle des inégalités, on se prend presque à sourire à la pensée de féministes en dangereuses harpies castratrices. On ne sourit pas longtemps en réalisant à quel point cette idée ubuesque est encore présente dans les esprits. Le féminisme est un combat profondément révolutionnaire pour l'égalité complète entre les sexes. S'il est tant caricaturé, peut-être est-ce que cette idée d'égalité ne fait pas l'unanimité ?

Noémie Oswald



Et le gagnant est...

Les Chiennes de garde ont remis vendredi 5 mars le prix du macho de l'année 2009. La lutte aura été féroce, puisque les petites phrases sexistes n'ont pas manqué. Le lauréat 2009 est Louis Nicollin, président du club de football de Montpellier et auteur de : « On peut se parler, se dire les choses. On est des hommes, pas des gonzzesses ».

Osez le féminisme avait également un faible pour Jean Lassalle, dauphin, candidat MODEM aux régionales, qui a marqué le salon de l'agriculture de sa bêtise : « Mon cochon préféré, c'est une petite cochonne, c'est mon épouse ».

Laure Jouteau

N'ajoutons pas la violence à la violence

Ni une, ni deux !

La Cimade lance une campagne intitulée « Ni une ni deux » qui dénonce la double violence dont sont victimes les femmes étrangères. Aux violences qu'elles peuvent subir en tant que femmes – dans leur pays d'origine, pendant leur exil ou en France – s'ajoute trop souvent la violence de l'administration.

La situation des femmes étrangères est doublement difficile : aux violences vécues en tant que femme dans leur pays d'origine s'ajoutent en France des discriminations subies en tant qu'étrangère. C'est ce phénomène de double violence que la Cimade veut dénoncer, en mettant l'accent sur les dysfonctionnements administratifs.

Rappelons au passage la promesse de Nicolas Sarkozy en 2007 : « à chaque femme martyrisée dans le monde, je veux que la France offre sa protection, en lui offrant la possibilité de devenir française. »

Des violences peu reconnues

Aujourd'hui, les persécutions propres aux femmes, telles que les crimes d'honneur, les mariages forcés et les mutilations génitales, ne permettent pas d'accéder au statut de réfugiée. Ces demandeuses d'asile, victimes des réseaux de prostitution ou de traite viennent ainsi malgré elles grossir les rangs des « sans papiers ». Peu d'affaires aboutissent à une condamnation, condition pourtant

indispensable pour l'obtention d'un titre de séjour.

Une administration qui punit plus qu'elle ne protège

Par ailleurs, les commissariats contrôlent plus qu'ils ne protègent les victimes de violences conjugales. Dans le cadre de cette campagne, la Cimade a mené une enquête auprès de 75 commissariats, dont l'objectif était d'observer les conditions d'accueil des femmes étrangères victimes de violences. Le résultat est très inquiétant : dans plus d'un commissariat sur trois, une femme sans-papiers qui voudrait porter plainte contre des violences risquerait l'expulsion.

On se retrouve dans une situation ubuesque : pour ces femmes étrangères victimes de violences telles que la traite, les mariages forcés ou les violences domestiques, porter plainte devient dangereux. Or la plainte est un élément indispensable pour la délivrance d'un titre de séjour.

L'histoire de Najlae Lhimer, 19 ans,

Marocaine expulsée alors qu'elle était allée porter plainte, montre à quel point la France a rompu avec ses valeurs d'accueil et de solidarité. La mobilisation autour de Najlae a payé. Combien de femmes sont dans son cas et n'ont pu bénéficier d'une action du Président de la République ?

Saisie en 2008 sur la situation d'une femme interpellée et expulsée alors qu'elle venait porter plainte contre son mari violent, la Commission Nationale de Déontologie de la Sécurité a elle-même estimé que faire primer la situation d'irrégularité sur la violence constatée laissait les bourreaux dans l'impunité la plus totale.

Participez à la campagne !

Il s'agit d'une campagne virtuelle lancée le 10 février dernier. Elle se matérialise par une pétition et des interpellations des pouvoirs publics, élus locaux et parlementaires.

**Caroline De Haas
et Noémie Oswalt**

A lire

« Femmes et étrangères : contre la double violence, témoignages et analyses »

Le Comité d'action interassociatif «Droits des femmes, droit au séjour - Contre la double violence» rassemble des associations féministes, de défense des droits des femmes et des droits des personnes étrangères en France. Dans cet ouvrage, il a réuni des témoignages, comme celui de ces trois sœurs algériennes. Elles ont reçu des menaces de mort dans leur pays au motif qu'elles étaient émancipées : célibataires et actives, elles refusaient de porter le voile. Arrivées en France en 2002, leur demande d'asile s'est soldée par un refus et une d'entre elles est menacée d'expulsion.

- <http://rajfire.free.fr/spip.php?article80>

- <http://doubleviolence.free.fr/spip/>

ET SI ON PASSAIT À LA PARENTALITÉ ?

Appartenant au domaine du privé, la question de la maternité a pourtant des implications dans la plupart des autres sphères de la vie des femmes : travail, engagement, corps... Question donc fondamentalement politique, la façon dont la maternité est organisée aujourd'hui s'avère un élément clé du maintien de l'ordre établi.



Illustration : fatima_benomar@hotmail.com

Indispensable à la reproduction de la vie et inscrite dans le corps des femmes, la maternité a toujours fait l'objet d'un contrôle social très important. Selon Françoise Héritier, anthropologue, c'est là qu'est observée la naissance de la domination masculine. Les femmes détiennent ce pouvoir incroyable d'enfanter : les hommes vont vite trouver les moyens de rétablir l'équilibre en ne faisant du corps des femmes qu'un réceptacle de leur semence, un outil sans autre utilité que de porter la descendance de l'homme pendant que celui-ci peut vaquer à ses occupations. Les sociétés successives comme les différentes religions ont véhiculé cette idée et ont cloisonné les femmes dans un rôle de service au sein du foyer. Pourtant, hormis ces 9 mois de grossesse (18 mois pour deux enfants sur plus de 900 mois de vie), rien n'indique que les femmes soient génétiquement programmées pour s'occuper des enfants.

L'instinct maternel, une vaste fumisterie, qui permet de cantonner les femmes à leur rôle de mère

La place de la mère dans l'éducation de l'enfant n'a pas toujours été la même selon les époques, dépendant notamment de la nécessité pour les sociétés de valoriser ou non la natalité. Avant la Révolution française, les enfants - nombreux - sont considérés comme un poids supplémentaire (financier ou social) : beaucoup sont abandonnés ou, dans les familles bourgeoises, confiés à des nourrices. A partir de la fin du 18ème siècle s'opère, avec la baisse de la fécondité, un changement dans les mentalités et une valorisation du lien mère-enfant. Apparaît alors la notion d'instinct maternel, sorte de fonction biologique propre aux femmes se manifestant au moment de la naissance. Ce concept vise à faire peser sur les femmes l'entière responsabilité de s'occuper des enfants.

Cet « instinct » maternel n'a pourtant aucun fondement scientifique. Il existe certes un

phénomène inconscient qui conduit un adulte à répondre aux besoins d'un nouveau né, celui-ci n'étant pas encore autonome et ayant besoin de soins pour survivre. Cet « instinct » se construit indifféremment chez l'homme ou la femme. Il en va de même en matière d'éducation et de soin des enfants : pas de mode d'emploi intégré qui serait livré au cours des 9 mois de la grossesse et qui permettrait aux femmes d'avoir une longueur d'avance à la naissance. A l'arrivée du nourrisson, femmes et hommes se retrouvent tous les deux à égalité... dans leur ignorance.

De mère à femme

L'accès à la contraception et à l'avortement a permis aux femmes de choisir de poursuivre ou non une grossesse. Et donc de se penser non plus uniquement comme mère mais comme être humain à part entière, pouvant se réaliser dans sa famille comme dans son travail, ses loisirs ou dans un engagement civique. Ce droit à disposer de son corps est ainsi

la clé de l'émancipation des femmes hors de la sphère privée dans laquelle elles ont toujours été confinées.

Or, ce droit de choisir d'avoir un enfant ou non a dans le même temps imposé de nouvelles contraintes aux femmes, en augmentant la pression qui pèse sur leurs épaules : puisqu'elles ont choisi d'avoir un enfant, elles lui doivent le meilleur. Le stéréotype de la soi-disant «bonne mère» s'en trouve renforcé, tout comme la culpabilisation qui s'ensuit, ou même la réprobation si elles ne s'inscrivent pas dans ce modèle. La presse, les professionnels de la petite enfance, médecins, sont particulièrement prolixes sur le sujet. Tous les magazines consacrés aux bébés ou aux enfants ne s'adressent quasiment qu'aux mères et lorsqu'une femme choisit de ne pas avoir d'enfant (10% d'entre elles), elle suscite l'incompréhension. Comme si le fait de vouloir être mère était consubstantiel de l'identité de chacune des femmes et qu'en refusant d'assumer ce rôle social, on transgressait la règle.

Des discriminations encore très fortes

La valorisation permanente de la maternité comme une forme d'accomplissement de « la » femme a des conséquences désastreuses pour les femmes. C'est dans le monde du travail que les inégalités sont les plus criantes : salaires inférieurs parfois justifiés par les (futurs) congés maternité, discriminations à l'embauche, licenciements... Cette période peut être pour les femmes source de nombreuses difficultés, considérés même parfois comme le prix à payer d'un soi-disant privilège à enfanter. Les congés maternités ne représentent pourtant que 32 semaines en moyenne dans la vie d'une femme sur au moins 40 ans de vie professionnelle. 32 semaines justifient-elles autant d'inégalités ?

Les évolutions sociétales permettent aux hommes de

s'investir davantage et plus tôt dans leur rôle de père : échographies, biberon et lait en poudre, congé paternité... Malgré cela, encore trop peu saisissent cette opportunité. Alors que les femmes ont massivement investi le monde du travail (la sphère extérieure, valorisante socialement), les hommes n'ont en parallèle que peu augmenté leur présence dans la sphère privée, largement dévalorisée. Les femmes travaillent donc autant que les hommes, sont moins bien rémunérées qu'eux et assument encore 80% des tâches ménagères. Une société reposant sur des inégalités aussi fortes n'est pas acceptable. En sensibilisant dès le plus jeune âge et en sanctionnant les entreprises qui ne respectent pas l'égalité femmes-hommes, nous pourrions construire un autre modèle, où femmes et hommes contribueront de façon égale aux deux sphères, permettant ainsi à chacune et chacun de concilier s'il ou elle le souhaite vie professionnelle et personnelle.

Le mouvement des années 70 a commencé à libérer les femmes d'une vision de la maternité comme seule réalisation possible de soi, en faisant une question publique et politique. Cette bataille est loin d'être terminée !

Carole Chotil-Rosa

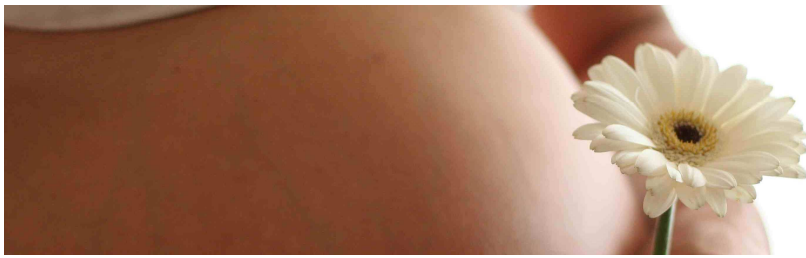
Gestation à tout prix ?

Ce numéro est l'occasion pour Osez le féminisme de prendre position sur la question de la gestation pour autrui (GPA). Pour les féministes que nous sommes, s'il est nécessaire d'avancer pour trouver des moyens supplémentaires permettant aux parents désireux d'élever un enfant de le faire, ceci ne doit pas se faire au détriment du droit des femmes à disposer de leur corps. La mise en place de la GPA, même encadrée, ouvre toute grande la voie à une marchandisation du corps des femmes. Dans les pays où le recours à la GPA est légal, ce procédé concerne principalement des femmes en situation de précarité cherchant une solution pour sortir de la pauvreté. La grossesse comporte des risques non négligeables pour la santé des femmes : la mortalité maternelle existe toujours dans notre pays. Le désir d'enfant, même s'il est légitime, doit-il trouver une réponse à n'importe quel prix ? Nous ne le pensons pas. Pour en savoir plus, retrouvez la position d'Osez le féminisme à ce sujet sur notre site internet.

Les petites phrases... qui tuent

- « **A quand le bébé ?** » Petite phrase serinée avec force dès que vous êtes en couple et que vous approchez de la trentaine. Au XXI^{ème} siècle, nous en sommes encore là. Sommée de se justifier auprès de ses collègues, amis, beaux-parents, gynécologue, boulangère... Sans parler des discussions dans votre dos sur votre égoïsme et vos regrets à venir quand vous finirez seule avec votre chat. Un enfant, si je veux ! Autre variante, tout juste remise de la naissance de son premier enfant : «A quand le deuxième ?»

- « **Qu'est ce que t'as fait de tes mômes ?** » Question rituelle glissée lorsque, maman de jeunes enfants, vous avez l'audace d'aller à une réunion, à un concert ou chez des amis hors des horaires d'ouverture de l'école primaire. Il est en effet bien connu que le papa ne sait pas s'occuper des enfants ou qu'il a bien plus important à faire. Lui d'ailleurs n'a jamais droit à ladite question. Quant à l'idée que vous avez pu laisser vos enfants à une (ou un !) baby-sitter, elle n'effleure même pas l'esprit de votre interrogateur. L'amour maternel, forcément fusionnel, vous empêche évidemment de laisser vos bambins à un inconnu !



FAIRE DES ENFANTS N'EST PAS NATUREL

Nous assistons en ce début de XXIème siècle à deux phénomènes contradictoires. D'un côté, autour de nous (publicités, magazines, émissions de télé), nous observons le retour d'un ordre moral qui voudrait que les femmes soient toutes faites pour endosser les habits merveilleux de mère. D'un autre côté, une diversification très forte des schémas familiaux : adoption, monoparentalité, co-parentalité, homoparentalité, familles recomposées...

Ces nouveaux schémas permettent d'interroger les rôles traditionnels véhiculés par la famille telle qu'elle était imaginée jusque très récemment. Et de poser la

question fondamentale du rôle de la mère dans ce schéma. Si l'on considère, a tort selon nous, que la mère a un rôle spécifique à jouer parce qu'elle a porté l'enfant 9 mois, on écarte donc toute possibilité de réussite d'une famille homoparentale ou d'une famille où la femme serait stérile.

Ces recompositions montrent au contraire que le masculin et le féminin ne sont pas des éléments biologiques indispensables au développement d'un enfant mais des constructions sociales que l'on peut remettre en cause. Pas facile dans une société où la construction de l'enfant est organisée autour du « papa » et de la « maman ».

La réflexion autour de la parentalité et du lien bien plus social (éveiller, éduquer, apprendre à parler, à marcher) que biologique (donner la naissance) qu'elle constitue est donc enthousiasmante pour les droits des femmes car elle offre des pistes pour bâtir l'égalité. Le ou les parents doivent avoir chacun les mêmes responsabilités et les mêmes engagements en faveur des enfants qu'ils élèvent. Ces responsabilités et engagements ne doivent pas varier en fonction du sexe du parent mais uniquement de l'identité et des goûts personnels de chacun (tel parent sera plus branché sport, l'autre lecture ou club de go).

Femmes et hommes ont tous deux un rôle à jouer dès lors qu'ils choisissent d'élever un enfant (le leur ou un autre). Au XXIème siècle, cela ne peut plus se traduire par le fait que 80% des tâches domestiques sont assumées par les femmes, au nom d'une sacro-sainte idée – bien pratique – qu'elle aurait un rôle « spécifique » à jouer. Ce rôle-là n'existe pas, c'est le rôle spécifique de chaque parent qu'il faut construire.

Fatima-Ezzohra Benomar

Et le service public de la petite enfance ?



Pas de bébés à la consigne !

Avec un taux d'activité de 83% et le taux de fécondité le plus élevé d'Europe, la Française est une super woman ! Mais une super woman qui rencontre des difficultés pour concilier carrière et bébé ! De nombreuses femmes sont aujourd'hui contraintes d'arrêter leur travail faute de mode de garde accessible financièrement et de qualité. Ainsi, 300 000 places en crèche manquent encore à l'appel ! L'Etat fait la sourde oreille, les collectivités peinent à répondre à la demande. On est loin du droit opposable au mode de garde promis lors des précédentes présidentielles. Pourtant, un service public de la petite enfance permettrait aux femmes d'accéder à une activité professionnelle et de s'y maintenir, réduisant ainsi les inégalités entre femmes et hommes au travail. Actuellement, un projet de décret relatif aux modes d'accueil collectif est en cours pour augmenter les capacités d'accueil des crèches de 20%. Les syndicats de professionnels de la petite enfance, via le collectif "Pas de bébés à la consigne", refusent de sacrifier la qualité au nombre d'enfants accueillis. A quand un véritable service public de la petite enfance, mis en place par une politique volontariste et ambitieuse ? Sans cela, l'égalité professionnelle restera lettre morte.

Linda Ramoul

Pour en savoir plus : <http://www.pasdebebesalaconsigne.com/>

Sources / Bibliographie

- *La différence des sexes*, Françoise Héritier, Bayard Centurion, 2010.
- *Maternité, affaire privée, affaire publique*, Yvonne Knibiehler (dir.), Bayard, 2001.
- *Mère indigne, mode d'emploi*, Anne Boulay, Ed. Denoël, 2006.
- *L'amour en plus*, Elisabeth Badinter, Flammarion, 1998.

Interview

MARTINE STORTI

Présidente de l'association créée pour fêter les 40 ans du MLF et auteure de « Je suis une femme, pourquoi pas vous ? »

A travers les 40 ans du MLF, quel message voulez-vous faire passer ?

Nous voulons d'abord rappeler ce qu'ont été ces 40 années, le chemin parcouru par les femmes et à partir de là, esquisser celui qui reste à parcourir. Nous insistons particulièrement sur la décennie 70, celle de la naissance et du développement du MLF, même si les luttes des femmes pour leur émancipation n'ont pas commencé en 1970 mais ont une histoire bien plus longue. Cette histoire, les jeunes femmes que nous étions alors l'ignoraient : elle ne leur avait pas été transmise. Nous aimerions qu'au contraire, les jeunes femmes d'aujourd'hui découvrent leur héritage, loin des caricatures données du MLF et du féminisme. Ces 40 ans doivent permettre de retrouver quelque chose de l'air du temps d'alors, de l'insolence,

de la vivacité, de l'inventivité, de l'ardeur du mouvement. Nous avons donc un enjeu de mémoire et de transmission. J'ajoute que 40 ans, c'est peut-être le moment où la mémoire existe encore, mais aussi celui où l'histoire peut commencer.

40 ans après, quel est votre regard sur les droits des femmes ?

Dire que le MLF peut devenir objet d'histoire, ce n'est pas dire que l'histoire est achevée. La libération des femmes n'est pas encore effective. L'enjeu du MLF n'était pas seulement de mettre fin à des discriminations, d'obtenir des droits mais de mettre en cause l'organisation de la société, qualifiée de patriarcale. Il était une pensée politique ; le féminisme, en effet, ce n'est pas seulement un cahier de doléances et de

revendications, c'est une politique qui a à voir avec les enjeux de pouvoir, de domination, d'assujettissement et donc aussi de libération.

S'agissant des droits, les changements ont été considérables. Mais si l'on regarde ce qui se passe effectivement, le paysage est moins souriant. Dans le travail par exemple, les femmes payent toujours le prix de leur sexe (inégalités de salaire, maternité considérée comme un inconvénient, précarité...). On pourrait citer d'autres exemples montrant le décalage entre les mots et leur traduction dans le réel. A propos de l'image des femmes, de l'usage qui en est fait, des représentations, des libertés et pas seulement sexuelles, on ne peut que constater que tout n'est pas gagné. Enfin, mais ce serait trop long de le développer ici, la question des femmes doit se regarder aussi au plan mondial. En ce début du troisième millénaire, dans de très nombreux pays, le sort des femmes est toujours assez terrible.

Propos recueillis par **Caroline De Haas**

Initiative

LE THÉÂTRE, OUTIL CONTRE LES PREJUGÉS SEXISTES

FéminismEnjeux est une association qui pratique la méthode du Théâtre de l'Opprimé pour lutter contre l'oppression des femmes. Son objectif ? Permettre aux personnes opprimées de devenir actrices et acteurs de changement. Ceci par le biais du théâtre-forum, d'ateliers avec différents publics ou de formations auprès de professionnels.

Ainsi, la pièce $X=Y$?, sur le sexisme, est diffusée auprès de 3000 collégiens chaque année depuis 10 ans. Les acteurs partent de situations réellement vécues par les jeunes au quotidien.

Comme celle de cette jeune fille accaparée par sa relation amoureuse, qui n'a plus vu ses amis depuis trois mois et dont la rencontre entre son petit-ami possessif et ses amis est explosive... L'objectif pédagogique de cette scène est de permettre le repérage le plus tôt possible des violences conjugales et d'inciter les jeunes à se questionner : comment ne pas confondre amour et possession ? La jalousie est-elle une preuve d'amour ? Comment garder à la fois des relations amicales et une relation amou-

féminismenjeux
théâtre de l'opprimé

reuse ? Chacun essaie de trouver des arguments pour convaincre l'autre. Un adolescent indique à un garçon qu'en continuant avec une telle attitude, il ne va pas tarder à se faire larguer. Le public applaudit, hue, rit. Personne ne reste indifférent !

Lucie Groussin

Pour en savoir plus :
<http://feminisme-enjeux-theatre-opprime.over-blog.com/>

Du côté des mobilisations

LA MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES 2010

« Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous serons en marche ! » : c'est derrière ce slogan que s'organise en ce moment la 3^{ème} marche mondiale des femmes. Ce projet a vu le jour en 2000, au Québec, dans la foulée de la conférence mondiale sur les femmes à Pékin en 1995.

Comme son nom l'indique, la marche s'étend sur tous les continents. Les marcheuses axent leurs combats sur le bien commun et l'accès aux ressources, la paix et la démilitarisation, le travail des

femmes et la violence envers les femmes.

L'action de 2010 se déroule du 8 mars au 17 octobre sous forme de mobilisations diverses. Plusieurs temps forts sont prévus : une manifestation à Paris le 12 juin, une manifestation européenne à Istanbul le 30 juin et un rassemblement international en octobre en République Démocratique du Congo. Ce dernier événement permettra de se pencher sur la situation des femmes en temps de guerre et leur rôle dans les résolutions de conflits. La

MARCHE MONDIALE DES FEMMES



TROISIÈME ACTION INTERNATIONALE

marche mondiale, liée à de nombreuses associations, est une occasion à ne pas manquer pour élargir nos horizons féministes.

Anna Mardoc (OLF 78)

Pour retrouver toutes les infos sur la MMF 2010 :

<http://www.mmf-france.fr/>

Chroniques du sexisme ordinaire

« CELLE LA, C'EST SÛR, ELLE A DÛ COUCHER POUR RÉUSSIR... »

Cette petite musique, vous l'avez déjà entendue cent fois : ce sont vos collègues qui parlent de la nouvelle directrice (« en voilà une qui a dû passer sous le bureau »), vos amis qui parlent d'une ancienne collègue qui vient d'être promue (« elle avait l'air prête à répondre aux attentes du patron »).

Si vous commencez à répliquer, le couperet tombe : « Ah, ces féministes, aucun sens de l'humour... ». Ce qui est intéressant ici, c'est que ces phrases ne sont pas dites sur le ton de la blague. Elles révèlent en fait une pensée profondément

ancrée dans l'inconscient collectif : la carrière professionnelle d'une femme dépendrait forcément d'un homme, avec lequel il faudrait coucher pour réussir, comme si elle ne pouvait pas progresser par ses seules compétences. Les femmes sont de plus en plus nombreuses à exercer des responsabilités ; elles sont par ailleurs aujourd'hui aussi qualifiées que les hommes. Dès lors, leur présence dans tous les secteurs et tous les métiers devrait être perçue comme naturelle, et avoir une supériorité hiérarchique féminine être

considéré banal.

Penser qu'une femme est parvenue au poste qu'elle occupe uniquement par des relations sexuelles de façon intéressée est profondément misogyne. Cela signifie que le plus important pour une femme reste son apparence, ses attributs physiques et non les compétences utiles pour le poste.

Arrêtons de laisser passer ces petites phrases qui font et défont la réputation et alimentent des rumeurs. N'hésitez pas de temps en temps à jouer la provocation, en posant à votre interlocuteur la vraie question : « *Tiens, c'est étrange, je ne t'ai jamais entendu dire ça d'un mec ?* ». Ce qui permettra d'enclencher une discussion

Iris Naud et Laure Jouteau

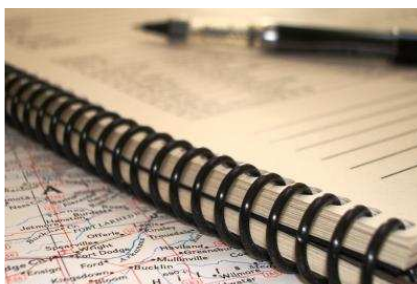
Comité de rédaction : les militantes et tous les militants ayant participé aux réunions du réseau.

Merci à **Mila Jeudy** pour le logo !

Moyen de diffusion : par internet.

Abonnement : possibilité de s'abonner en ligne sur le site internet d'OLF

Reproduction : autorisée en citant la source (journal « Osez le féminisme ! ») et en indiquant le lien vers le site www.osezlefeminisme.fr



Vous souhaitez recevoir le journal, participez à sa rédaction ou à sa diffusion ?

CONTACTEZ-NOUS !

Envoyez vos coordonnées à

contact@osezlefeminisme.fr

www.osezlefeminisme.fr